Lundi 1er juillet 2019

GROUPE DE TRAVAIL AVEC LES ORGANISATIONS SYNDICALES SUR LE NOUVEAU RESEAU DE PROXIMITE

Pour ce premier groupe de travail, les 4 OS étaient réunies.

Les représentants de Force Ouvrière n'ont aucune intention de discuter ou négocier quoique ce soit dans ce projet. Absolument tout est à rejeter. Il n'y a aucune marge de manœuvre.

Exit le modèle DGFIP actuel ! Il faut le remplacer par un nouveau dont les contours et le contenu sont bien définis !
Le deal est juste de faire croire aux agents, élus, et à la population que c'est mieux pour tout le monde.

La teneur de l'ensemble des débats était d'ordre philosophique et théorique puisque « rien n'est arrêté à ce jour » nous dit-on !
Un « guide pour la phase de concertation » a été envoyé à l'ensemble des N°1 des départements pour les accompagner dans la conduite de l'exercice. Ce guide n'était pas destiné aux OS mais nous nous le sommes procuré.
Nous trouvons la méthode et le calendrier à respecter, avec la procédure pour communiquer avec la presse, les élus locaux, les visites de services, les Groupes de Travail pour les OS...tout est très bien ficelé !

Il n'est pas trop tard pour inverser la tendance. Pour Force Ouvrière, il ne faut pas négocier ou discuter, cela revient à donner une existence au projet. Dans l'unité de tous les agents, il faut s'opposer à ce projet et continuer les actions menées localement à l'instar de ce que nous menons depuis plusieurs semaines. Seule une mobilisation générale et totale pourra faire reculer ce gouvernement qui n'écoute rien.

À nous de nous fédérer, organiser, coordonner pour agir ensemble contre la disparition de notre administration.

Pour explication de la position de **Force Ouvrière**, vous trouverez ci-dessous la déclaration lue en propos liminaire du GT, avant un mutisme complet de la part des représentants syndicaux **Force Ouvrière**.

Monsieur le Directeur,

Nous sommes réunis aujourd'hui pour un premier groupe de travail sur l'élaboration du Nouveau Réseau de Proximité voulu par le ministre Darmanin.

A grand renfort de plans de communication, très bien orchestrés par Bercy, vous tentez de faire

croire aux élus locaux que ce nouveau réseau permettra une meilleure proximité de la DGFIP auprès de la population. Vos tournées de service pour rencontrer chaque collègue individuellement ont des allures « de grand débat à la Macron » et visent à convaincre qu'effacer les structures en dessous de 10 agents est la seule solution à envisager pour rendre un travail bien fait et donner aux agents de meilleures conditions de travail.

Là où aujourd'hui, de part le maillage territorial de la DGFIP, les collègues peuvent se rendre sur leurs lieux de travail proche de chez eux, demain ils devront faire des dizaines de kilomètres pour rendre dans un Service de Gestion Comptable, « véritable usine de traitement industrialisé » de leurs fonctions. Les collègues du SPL n'en ont aucune envie ! Ils veulent garder la possibilité d'exercer leurs missions de services public grâce à un statut garantissant indépendance et sécurité. Ils veulent des moyens humains et matériels conséquents !

Ce que vous proposez à travers les Services de Gestion Comptables, les agences comptables, les Services Facturiers est tout le contraire !

De même, contrairement à ce que vous affirmiez vendredi dernier lors de la réunion de présentation du NRP aux agents de la direction, il n'y a aucune contradiction à demander des conditions de travail décentes en termes humains et matériels pour réaliser un travail de proximité envers la population, dans des trésoreries de tailles humaines, avec une petite dizaine d'agents !

Force Ouvrière défend et continuera de défendre avec force et conviction, le maillage territorial de la DGFIP, tenu par des **fonctionnaires d'état** !

Les collègues de Laragne, St Bonnet, l'Argentière, Veynes, Guillestre et avant elles, Château-ville-vieille et Serres, n'ont pas demandé les suppressions de postes incessantes réduisant leurs effectifs à un seuil critique, rendant, de fait, impossible l'exercice de leurs missions dans de bonnes conditions de travail. Ce sont les politiques d'austérité des différents gouvernements qui sont responsables de cette situation et vous le savez bien.

Dire aujourd'hui qu'il est mieux pour tous (agents et population) de fermer les trésoreries pour les remplacer par des accueils ponctuels dans les MSAP ou des Services FACTuriers pour les collectivités locales est là encore un mensonge.

Le plan Darmanin vise en plus à remettre en cause la séparation ordonnateur-comptable, issue de la révolution française et constamment réaffirmée jusqu'au décret de 1962 portant règlement général de la comptabilité publique. **Force ouvrière** réaffirme la défense de ce principe et un vrai service public rendu par des fonctionnaires d'État parce que **le service public est la richesse de ceux qui n'en ont pas**.

Force Ouvrière est farouchement opposée à l'ensemble de ce projet et à « son frère », le projet de loi portant transformation de la fonction publique sans lequel il ne peut pas être mis en place.

Force Ouvrière ne participera pas à ces pseudos discussions qui ne visent qu'à faire prendre en charge par les organisations syndicales le projet de démantèlement de la DGFIP voulu par le ministre Darmanin. Il n'y a pas de prétendues marges de manœuvre existantes concernant ce projet. Il n'y a rien de bon à garder dans votre projet qui ne fait que reprendre le plan Darmanin. **Il n'y a donc rien à discuter.**

Nos mandants nous demandent de défendre leurs intérêts et leurs droits. À ce titre, **Force Ouvrière** assistera à ce groupe de travail pour observer, analyser et rendre compte de ce qu'il se dit. En aucune manière nous ne cautionnerons une quelconque collaboration à ce projet sordide.

Nous prenons l'engagement de défendre jusqu'au bout les droits, les acquis de nos collègues ainsi que nos missions traditionnelles.